

# Tendances conjoncturelles

## 4<sup>e</sup> trimestre 2017

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### Une activité économique portée par la consommation des ménages

Après avoir ralenti au troisième trimestre, la consommation des ménages retrouve sa tendance haussière observée au premier et deuxième trimestre. Corolaire de cette reprise de la consommation, l'activité commerciale progresse au quatrième trimestre. La situation sur le marché du travail se stabilise puisque la hausse de l'emploi dans le secteur privé a compensé le léger repli du secteur public. L'investissement est bien orienté : les importations de biens d'équipement croissent fortement au quatrième trimestre en raison de l'importation de matériels en lien avec l'installation du câble haut débit. Toutefois, hors importations exceptionnelles, le bilan est plus mitigé, l'encours du financement bancaire de l'investissement des entreprises s'inscrivant en repli pour le deuxième trimestre consécutif après le rebond du deuxième trimestre.

D'un point de vue sectoriel, les travaux en lien avec l'installation du câble numérique ainsi que l'augmentation de la commande publique ont bénéficié au secteur du BTP, l'emploi progresse dans ce secteur.

#### CONJONCTURE RÉGIONALE :

La reprise économique mondiale continue de s'affermir et la région Asie-Pacifique bénéficie d'une conjoncture particulièrement favorable pour le début d'année 2018. Le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissances pour les cinq principaux pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam) et porte ses prévisions de croissance à 5,3 % pour 2018 et 2019.

Après +0,9 % au deuxième trimestre 2017, le PIB **australien** croît de 0,6 % au troisième trimestre 2017, soutenu par l'investissement privé (+4,5 %) et de bonnes performances à l'exportation. En janvier 2018, le taux de chômage atteint 5,5 %, soit une baisse de 0,3 point sur l'année. Selon les dernières prévisions, la croissance australienne devrait atteindre 2,5 % sur l'ensemble de l'année 2017.

La croissance du PIB de la **Nouvelle-Zélande** atteint +0,6 % (+2,7 % en glissement annuel) au troisième trimestre 2017 après une augmentation révisée à +1 % au deuxième trimestre. Le dynamisme du secteur de la construction soutient cette croissance (+3,6 %) tout comme la bonne tenue de la consommation des ménages (+0,9 % sur le commerce de détail) et des exportations de biens (+1,5 %).

Après les bonnes performances enregistrées aux deuxième et troisième trimestres (+0,6 %), l'activité économique au Japon ralentit au dernier trimestre 2017 : +0,1 %, un résultat inférieur aux prévisions formulées le trimestre précédent. Toutefois, après deux trimestres de contraction de la demande intérieure, la consommation des ménages rebondit (+0,5 %) et la Banque du Japon (BoJ) maintient des prévisions optimistes pour l'année 2018, notamment concernant les exportations, en hausse de 6,8 % en 2017. Sur l'année 2017, le PIB japonais s'accroît finalement de 1,6 %, sa meilleure performance depuis 2013.

Au quatrième trimestre 2017, la croissance **indonésienne** poursuit sa progression et atteint 5,2 % en rythme annuel, en dessous de l'objectif de 7 % fixé par le gouvernement. La consommation des ménages en est toujours le principal contributeur, pour près de 56 % du PIB et son rythme de croissance demeure inchangé : +5 % contre +4,9 % au troisième trimestre 2017. Sont également en hausse : les exportations (+8,5 %), les importations (+11,8 %) reflétant le dynamisme de la consommation intérieure indonésienne, et l'investissement (+7,3 %) principalement dans le secteur de la construction.

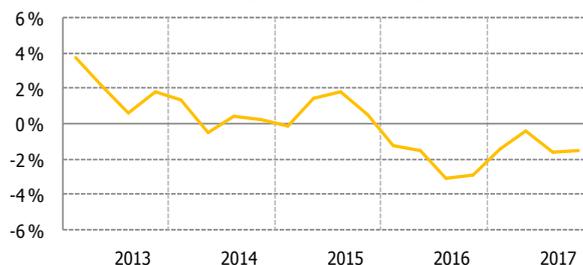
Sources : Statistics New-Zealand, Australian bureau of statistics (ABS), Japan Cabinet Office (JCO), Statistics Indonesia (BPS), FMI, Fiji Bureau of Statistics

## Stabilité de l'indice des prix

L'indice des prix à la consommation est stable au quatrième trimestre 2017 (+0,2 % sur le trimestre). Cette stabilité se reflète dans tous les postes de l'indice (alimentation, produits manufacturés, énergie, services) puisqu'aucun ne connaît de variation significative sur le trimestre.

En rythme annuel, l'indice global diminue (-1,5 %). La hausse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés (+3,4 % et +2,3 % respectivement) est en effet plus que compensée par la forte baisse des prix de l'énergie (-23,9 %) résultat de nouvelle baisse du prix de l'électricité. Le prix des services est stable (-0,1 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation  
(en glissement annuel)



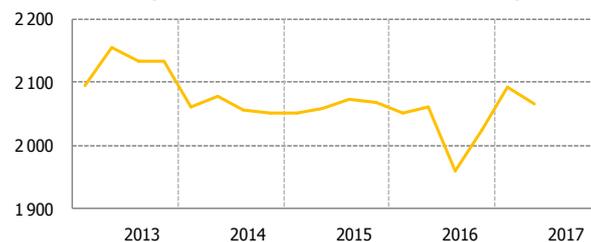
Source : STSEE, données trimestrielles

## Marché du travail : progression dans le secteur privé

À fin juin 2017, 2 065 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 091 à fin mars 2017, soit une baisse de 1,2 %. L'emploi est stable en glissement annuel (2 059 salariés au 30 juin 2016).

L'emploi dans le secteur privé progresse puisqu'à mi 2017 on dénombre 813 salariés dans ce secteur contre 802 au trimestre précédent et 784 un an auparavant. Cette hausse est liée au secteur des services (+8,9 % soit +32 salariés sur le trimestre) ainsi qu'à celle des secteurs de l'industrie et de l'artisanat (+5,7 % sur le trimestre). La forte progression dans les services est en partie artificielle et résulte d'un reclassement de certaines entreprises (auparavant dans le poste commerce) à la CPSWF. Cela explique également la baisse trimestrielle du secteur du commerce (-8,2 % soit -24 salariés). Le secteur du BTP est stable par rapport au premier trimestre 2017 (-2 salariés), mais progresse sur l'année (+9,1 %) et comptabilise désormais 60 salariés.

Emploi total déclaré localement  
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



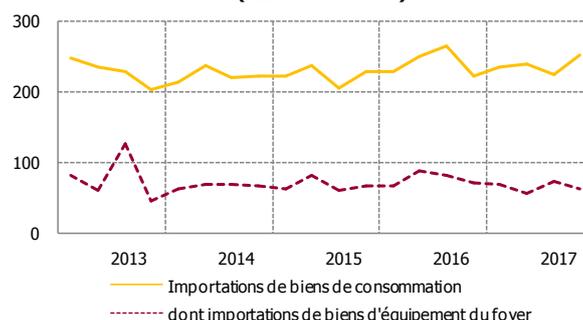
Source : CPSWF

L'emploi dans le secteur public connaît un repli (-2,9 % en glissement trimestriel et -1,8 % en annuel). Il reste néanmoins prédominant sur le Territoire, il comptabilise plus de 60 % des salariés déclarés à la CPSWF. Pour rappel, ces données ne prennent pas en compte les fonctionnaires non déclarés à la CPSWF.

## Rebond de la consommation des ménages

Après avoir connu une baisse au troisième trimestre, les importations de biens de consommation progressent nettement sur le trimestre (+12,5 %, données CVS, elles s'élèvent à 267 millions de F CFP). Les importations d'articles d'habillement sont en forte augmentation (+45,9 %, données CVS) à l'inverse des importations de biens d'équipement du foyer (-16,4 %, données CVS). En glissement annuel, les importations de biens de consommation croissent de 15,8 %, il convient ici de rappeler l'absence du cargo en décembre 2016 qui a perturbé cette évolution. Pour la deuxième fois depuis 2014, les importations de biens de consommation dépassent les 260 millions de F CFP (après le troisième trimestre 2017).

Importations de biens de consommation  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Le nombre d'immatriculations de véhicules est stable, comme au troisième trimestre, 22 nouvelles voitures ayant été immatriculées au quatrième trimestre 2017. Ce nombre est en revanche en nette progression annuelle, puisque seulement 8 véhicules avaient été immatriculés lors du dernier trimestre 2016. On dénombre 22 nouvelles immatriculations de véhicules utilitaires contre 29 le trimestre précédent et 25 au quatrième trimestre 2016.

Au 31 décembre 2017, l'encours des crédits à la consommation se stabilise en variation trimestrielle (+0,5 %), il conserve néanmoins sa tendance haussière de long terme puisqu'il progresse de 10,2 % sur l'année.

À la fin du quatrième trimestre 2017, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire régresse par rapport au troisième trimestre (33 personnes de moins, soit une baisse de 13,3 %), cette évolution se confirme en rythme annuel (-15,0 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque s'établit à un niveau historiquement faible, on dénombre ainsi 86 incidents au quatrième trimestre contre 133 au trimestre précédent (-35,3 %), cette baisse est plus importante en glissement annuel (-57,6 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est stable.

## Ralentiement de l'investissement des entreprises au quatrième trimestre

Résultat de l'installation du câble haut débit, les importations de biens d'équipement progressent fortement au quatrième trimestre (+134,9 %, données CVS). Cette progression est encore plus importante en glissement annuel du fait de l'absence de cargo en décembre 2016 (+312,4 %). Elles s'élèvent à 571 millions de F CFP dont 379 millions de matériels en lien avec l'installation du câble importé au mois d'octobre 2017. En retirant ces importations, celles de biens d'équipement sont en baisse trimestrielle mais conservent leur tendance haussière sur l'année.

Après le rebond au deuxième trimestre 2017, l'encours du financement bancaire (regroupant les crédits d'investissement et d'exploitation) se contracte à nouveau (-12,9 %, après -5,8 % le trimestre dernier). Cette évolution est confirmée en variation annuelle (-7,0 %).

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 16 au 31 décembre 2017.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises poursuit sa tendance baissière (-0,3 pt sur le trimestre), il atteint ainsi son plus faible niveau (6,2 %).

## Des importations en croissance

Au quatrième trimestre 2017, les importations totales s'élèvent à 1 860 millions de F CFP (+7,7 %, données CVS). En glissement annuel, la hausse est plus marquante (+49,8 %) en lien avec l'importation de matériel pour le câble et l'absence de cargo en décembre 2016.

Les trois principaux postes d'importations sont en effet soit en augmentation, les biens d'équipement et les biens de consommation progressant ainsi respectivement de 134,9 % et de 12,5 % (données CVS), soit stables, les importations de produits des industries agricoles et alimentaires s'établissant à 410 millions de F CFP (-0,9 %, données CVS).

En glissement annuel, les importations de biens d'équipement progressent ainsi de 312,4 % par rapport au quatrième trimestre 2016. En retirant les importations exceptionnelles (379 millions de F CFP), on observe toujours une croissance de ce poste (+38,5 %). Les importations de biens de consommation croissent de 15,8 % tandis que les importations de produits alimentaires enregistrent une faible variation annuelle (-0,9 %). Les importations de produits énergétiques sont en recul sur l'année (-3,3 %) et s'établissent à 189 millions de F CFP au quatrième trimestre 2017.

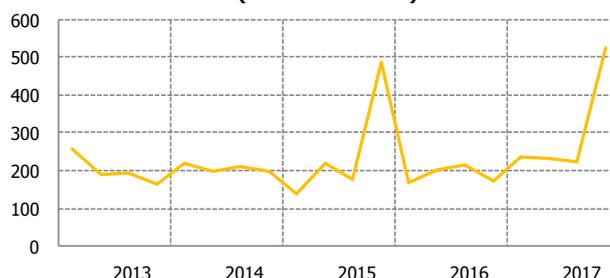
## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Regain confirmé dans le secteur du BTP

Le rebond qui semblait se dessiner dans le secteur du BTP se confirme. Le nombre d'employés de ce secteur connaît une augmentation conséquente au quatrième trimestre (+17,6 % sur un an). Pour rappel, le niveau d'emploi avait atteint son plus faible montant au quatrième trimestre 2016 avec 44 salariés. L'installation du câble haut débit ainsi que la légère reprise de la commande publique font partie des éléments expliquant cette reprise sur l'année 2017.

Néanmoins, la nouvelle baisse des importations de ciment sur le trimestre (-18 %, données CVS) et sur l'année (-29,2 %) met en évidence la fragilité de la reprise et l'importance de projets durables dans ce secteur.

Importations de biens d'équipement  
(millions de F CFP)



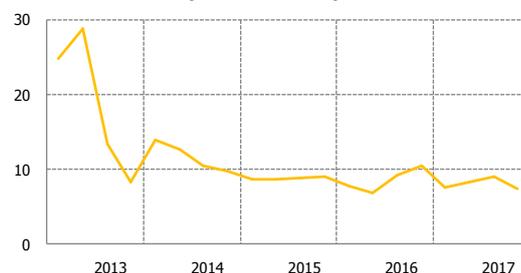
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations de ciment  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## Une activité commerciale bien orientée

La croissance des importations des biens de consommation (+12,5 % sur le trimestre, données CVS, +15,8 % sur l'année) est le signe d'une activité commerciale qui s'accroît. L'ouverture de petits magasins lors de l'année 2017 reflète également ce dynamisme du secteur commercial. La forte baisse du prix de l'électricité sur le Territoire, en raison de l'alignement progressif des prix sur ceux pratiqués en Métropole, permet aux ménages d'augmenter leur consommation. Néanmoins, les prix de l'alimentaire et des produits manufacturés continuent de s'accroître. Le travail du contrôle des prix via l'OPMR (Observatoire des Prix, Marges et Revenus) ainsi que le Bouclier Qualité-Prix, est donc primordial afin de modérer la hausse des prix.

## Une fréquentation du Territoire contrastée

Le nombre de passagers enregistrés au départ des vols internationaux est en progression au quatrième trimestre (+5,3 %, données CVS), le trafic intérieur est quant à lui en recul (-7,7 %, données CVS). En glissement annuel le trafic international et le trafic intérieur reculent (-1,4 % et -1,1 % respectivement).

Au total, on dénombre 12 446 passagers au quatrième trimestre. Ce total se décompose en 8 769 passagers sur les vols internationaux, et 3 677 sur les vols intérieurs.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

### L'EMBELLIE CONJONCTURELLE MONDIALE PERDURE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB attendue à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Aux États-Unis, les mesures de relance budgétaires finalement approuvées en fin d'année 2017, et leurs retombées en termes d'investissement, de consommation et de production, devraient contribuer à l'accélération de la croissance, à +2,7 % en 2018 selon le FMI (après +2,3 % en 2017). Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé son taux directeur d'un quart de point en décembre 2017, à 1,5 %, et a annoncé la poursuite d'une hausse graduelle au long de l'année 2018.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Le Japon, avec huit trimestres consécutifs de hausse du PIB, connaît actuellement sa plus longue période de croissance en trente ans. L'activité croît de 1,6 % sur l'année 2017, soutenue par le tourisme et la vigueur de la demande extérieure. Le maintien du taux de chômage à 2,8 % devrait favoriser des hausses salariales dans les prochains mois et ainsi profiter à la consommation intérieure.

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,7 % en 2017 selon le FMI, qui a revu ses prévisions légèrement à la hausse (+4,9 % en 2018, et +5,0 % en 2019), compte tenu d'un affermissement de la demande extérieure et d'une hausse des prix des matières premières.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 28 février 2018

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).